

France/Transport-Environnement

# Paris abandonne un projet de nouvel aéroport très controversé dans l'Ouest

AFP  
Paris/France

**Annonce faite hier par le Premier ministre Edouard Philippe. Ce dossier était une épine dans le pied du président Macron.**

**APRES** 45 ans de polémique, le gouvernement français a annoncé hier l'abandon d'un projet très controversé de nouvel aéroport dans l'ouest du pays et va désormais devoir gérer l'évacuation de centaines de protestataires occupant le site.

Ce projet d'aéroport, devenu un emblème des luttes environnementales en France, a empoisonné la vie politique du pays depuis des années. La saga avait débuté en 1965, quand le préfet de cette région avait lancé la recherche d'un nouveau site pour l'aéroport de Nantes. Malgré les multiples rejets des recours en justice des anti-aéroport, le soutien au projet d'une majorité des élus régionaux, et un référendum consultatif local favorable (55,17%) en juin 2016, la présidence française a préféré lâcher ce projet d'aéroport à Notre-

Dame-des-Landes (NDDL). Lors d'une déclaration au palais présidentiel, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé l'abandon "définitif" du projet, évoquant "l'aéroport de la division". "L'indécision des gouvernements successifs a laissé les partisans et opposants du projet se dresser les uns contre les autres", a-t-il déploré.

La question de savoir si, pour le désengorger, il fallait réaménager l'actuel aéroport (situé au sud de la ville de Nantes) ou le démanteler sur les terres agricoles et les bois autour de la commune de Notre-Dame-des-Landes (environ 20 km au nord) s'était transformée en quasi affaire d'Etat.

Selon M. Philippe, l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique sera aménagé et "modernisé" avec notamment un allongement de la piste, comme l'envisageaient des médiateurs dans leur rapport remis le 13 décembre. Né dans les années 60, relancé en 2000, attribué au groupe de construction français Vinci par appel d'offres en 2010, le projet d'aéroport "du Grand Ouest" a traversé un demi-siècle pour finalement devenir le symbole des



Photo : AFP

**C'est le Premier ministre Edouard Philippe qui a annoncé hier l'abandon du projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes.**

atermolements du quinquennat du précédent président, François Hollande. Les partisans de la nouvelle infrastructure dénonçaient principalement les nuisances sonores et les risques que fait peser, selon eux, le maintien d'un aéroport à proximité de l'agglomération de Nantes (620 000 habitants). Ses opposants, eux, fustigeaient une aberration environnementale et un gaspillage de l'argent public. Les "zadistes", des opposants vivant sur cette zone humide (environ 400 hectares de friches, de bois et de routes), travaillent la

terre des fermes et vivent en quasi autonomie.

Surnommée la "mère de toutes les zones à défendre", cette contestation a précédé en France d'autres occupations contre des projets controversés dans différents domaines : stockage de déchets, transports, hydrocarbures, etc. **"RETABLIR L'ETAT DE DROIT"** • Se pose désormais la question de l'évacuation du site, occupé – selon une source policière – par environ 150 personnes en permanence, et que 200 personnes fréquentent régulièrement. Le Premier ministre a affirmé hier qu'il souhaitait "rétablir rapidement l'Etat de droit sur la zone". "Les occupants illégaux devront partir d'eux-mêmes d'ici le printemps prochain ou seront expulsés (...) Les squatteurs doivent libérer progressivement les terres qui ne leur appartiennent pas".

Plus de 500 gendarmes mobiles étaient attendus hier en renfort sur place, selon une source proche du dossier, avec pour objectif de quadriller la zone et de procéder à des contrôles afin d'éviter l'arrivée de civils dans la "zone d'aménagement différé"

(ZAD, rebaptisée "zone à défendre" par les opposants).

Tôt hier matin, il n'y avait toutefois aucun signe visible de présence de gendarmes à proximité immédiate et dans la ZAD, selon des journalistes AFP. Un tragique précédent en France est dans tous les esprits : la mort du militant écologiste Rémi Fraisse, 21 ans, qui avait succombé en 2014 à l'explosion d'une grenade tirée par un gendarme lors d'affrontements sur le chantier d'une retenue d'eau controversée à Sivens (sud-ouest). Ce dossier de NDDL était une épine dans le pied du président Macron, alors qu'il multiplie les initiatives sur le climat au niveau international. Plusieurs ONG environnementales avaient exhorté le président à faire une "première application concrète" du sommet sur le climat organisé en décembre à Paris.

Reste la question douloureuse pour l'Etat de l'indemnisation de Vinci. Selon un rapport, elle avoisinerait 350 millions d'euros (229,2 milliards de francs).

## Proche-Orient/Après le gel de l'aide américaine Alarme dans les Territoires palestiniens

AFP  
Ramallah/Territoires palestiniens

**Cinq millions de réfugiés dépendent de cette assistance pour se soigner, apprendre ou travailler.**

**L'ANNONCE** par les Etats-Unis d'un gel de leur aide aux réfugiés palestiniens a sonné l'alarme dans les Territoires, où des centaines de milliers de personnes dépendent de l'assistance internationale pour se soigner, apprendre ou travailler.

L'UNRWA, l'agence de l'Onu impactée, a indiqué hier faire face à sa "plus grave crise financière" depuis sa création il y a près de 70 ans.

Cet organisme onusien, établi en 1949, apporte son aide à une grande partie des plus de cinq millions de Palestiniens enregistrés comme réfugiés dans les Territoires, en Jordanie, au Liban ou en Syrie, survivants ou descendants des centaines de milliers de Palestiniens jetés sur les routes lors de la première guerre israélo-arabe en 1948.

Le département d'Etat américain a annoncé mardi

retenir jusqu'à nouvel ordre le versement de 65 millions de dollars (environ 35,8 milliards de francs) à l'UNRWA, sur les 125 millions de contribution volontaire américaine prévus.

L'administration Trump livre depuis des mois à l'Onu un bras de fer sur une bonne utilisation des contributions américaines. Elle réclame à ce titre une révision "en profondeur" du fonctionnement et du financement de l'UNRWA, dont elle a été de loin le principal bailleur de fonds en 2017, à hauteur de 350 millions de dollars.

Les Américains s'en prennent par ailleurs à l'UNRWA dans une période de grave détérioration des relations avec l'Autorité palestinienne : les dirigeants palestiniens ont dénoncé cette nouvelle mesure comme une concession supplémentaire aux Israéliens et une nouvelle hypothèque imposée en leur faveur sur un règlement de plus en plus incertain du conflit.

**"PAIEMENTS MASSIFS"**. La question des réfugiés est l'une des plus épineuses en vue d'un tel règlement, les Palestiniens clamant leur droit au retour, ce qu'excluent les Israéliens.

Après une succession de camouflés, la direction palestinienne a gelé les contacts avec les officiels américains, alors que la Maison Blanche est supposée présenter à une échéance indéterminée un plan censé réaliser l'ambition de Donald Trump de présider à l'accord diplomatique "ultime".

M. Trump avait indigné les Palestiniens en tweetant le 2 janvier que les Etats-Unis leur versaient "DES CENTAINES DE MILLIONS DE DOLLARS par an sans obtenir reconnaissance ou respect". Pourquoi les Etats-Unis devraient-ils poursuivre leurs "paiements massifs" alors que les Palestiniens refusent de négocier ?, avait-il demandé.

L'administration a contesté se servir de l'UNRWA pour faire pression sur le président palestinien Mahmoud Abbas.

"Les 65 millions sont gelés à ce stade, ils n'ont pas été annulés", a assuré la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert. La seconde tranche sera débloquée quand des réformes auront été engagées pour que l'argent soit "mieux dépensé", a-t-elle dit.

Les 125 millions de dollars en question sont supposés

constituer le premier versement américain de l'année. Mais l'UNRWA elle-même a reconnu ne pas savoir ce qui l'attendait.

"Il n'y a pour l'instant aucune autre indication de financement possible" que les informations fournies par le département d'Etat, a dit à l'AFP Chris Guinness, le porte-parole de l'UNRWA, joint par téléphone.

**UN NARRATIF "PERPETUE"** • "La réduction drastique de cette contribution a pour effet la plus grave crise financière dans l'histoire de l'agence", a-t-il dit. Le chef de l'agence onusienne, Pierre Krahenbuhl, a exprimé son inquiétude et appelé à l'aide les autres membres de l'Onu.

"Ce qui est en jeu, c'est l'accès de 525 000 garçons et filles à 700 écoles de l'UNRWA", ainsi que toutes les formes d'aide d'urgence octroyée à des millions de personnes, et leur accès aux soins, s'est-il ému.

Il a évoqué le respect de la "dignité" de ces réfugiés, mais aussi le risque sécuritaire potentiel de la décision américaine dans une région déjà en proie à la violence et à la radicalisation.

Hanane Achraoui, haute di-

rigante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a dénoncé la "cruauté" affichée à l'égard d'une "population innocente et vulnérable".

Environ 500 personnes ont manifesté contre la décision américaine dans la bande de Gaza, territoire sous blocus qui a connu trois guerres avec Israël depuis 2008 et où plus des deux tiers de la population dépendent de l'assistance étrangère.

Ahmed Majdalani, un des dirigeants de l'OLP, a accusé l'administration Trump de tenter d'écarter la question des réfugiés de discussions en vue d'un hypothétique règlement du conflit, comme elle a cherché à le faire avec le statut de Jérusalem en reconnaissant cette dernière comme capitale d'Israël.

Le Premier ministre israélien a lui applaudi à ce nouveau coup d'éclat américain.

L'UNRWA "péripétue depuis 70 ans la situation des réfugiés palestiniens et le narratif en faveur de la disparition du sionisme", a-t-il déclaré en Inde selon les médias israéliens. "C'est la première fois que tout cela est remis en cause", a-t-il ajouté.

A travers le monde

• **Allemagne/Gouvernement. L'appel de Merkel au SPD**

La chancelière conservatrice Angela Merkel a appelé hier les sociaux-démocrates à faire preuve de responsabilité et d'approuver dimanche le principe d'une coalition afin que l'Allemagne puisse enfin avoir un gouvernement stable.

• **Birmanie/Troubles. Sept manifestants nationalistes bouddhistes tués**

La police birmane a ouvert le feu mardi soir dans l'ouest du pays sur une foule de nationalistes bouddhistes en colère, tuant sept manifestants dans une région sous très haute tension, théâtre de violences contre les musulmans rohingyas.

• **Espagne/Politique. Puigdemont : la confrontation avec Madrid commence**

Les indépendantistes catalans ont posé hier les jalons pour une nouvelle investiture de leur chef de file Carles Puigdemont, en exil volontaire à Bruxelles, au cours d'une séance parlementaire qui augure une nouvelle confrontation avec le gouvernement central espagnol.

• **Israël/Justice. La jeune militante palestinienne Ahed Tamimi maintenue en prison**

Un tribunal militaire israélien a décidé hier de maintenir en détention jusqu'à son procès l'adolescente Ahed Tamimi, devenue pour les Palestiniens une icône de l'engagement contre l'occupation israélienne.

• **Roumanie/Politique. L'eurodéputée Viorica Dancila nommée Premier ministre**

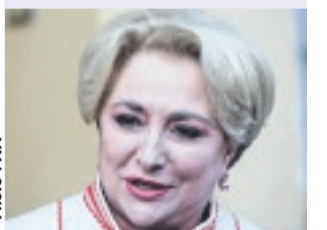


Photo : AFP

Le président roumain de centre droit Iohannis a nommé hier l'eurodéputée social-démocrate Viorica Dancila au poste de Premier ministre, en remplacement de Mihai Tudose, acculé à la démission lundi par sa majorité de gauche.

• **Turquie/Accident. Trois morts dans le crash d'un avion militaire**

Trois membres de l'armée turque ont été tués hier dans le crash accidentel d'un avion de transport militaire qui s'est produit dans le sud de la Turquie, a indiqué l'état-major dans un communiqué.